Vendredi

18 octobre 1996 n° 298 10 F L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Au-delà du secteur public

Par delà les raisons légitimes qu'avaient les fonctionnaires et les salariés du secteur public de faire grève, c'est pour l'ensemble du monde du travail et dans l'intérêt du pays tout entier que le succès de la journée du 17 octobre était important. Parce qu'il s'agissait du devenir du service public, bien sûr, mais aussi parce que pendant des décennies, le secteur public a été la boussole du privé pour les conquêtes sociales et l'amélioration des conditions de travail. La logique était celle d'un rattrapage continu tiré par le secteur public. Aujourd'hui, le public court derrière le modèle social du privé, et l'alignement se fait par le bas.

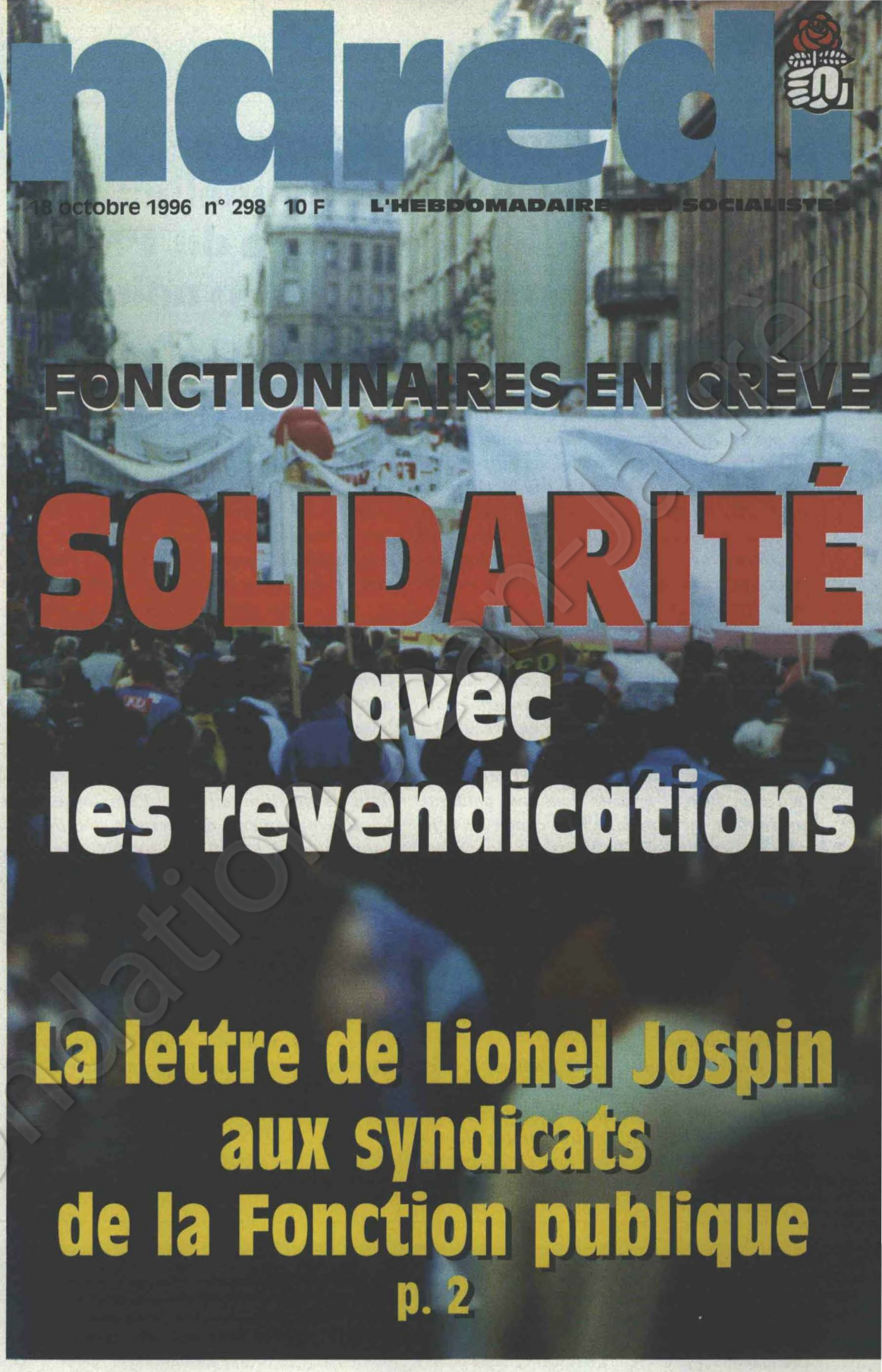
Le soutien des salariés du privé vis-à-vis de ceux des services publics lors du mouvement de 1995 ne tombait pas du ciel. Quand ce qui menace le plus le monde salarié est l'individualisation et la «dérégulation» du contrat collectif de travail, les luttes du secteur public restent un pôle de résistance et de référence indispensable.

Cette journée marque le refus de voir les principes qui fondent le service public mis en cause au nom de la baisse à tout prix de la dépense publique et d'une conception aussi massive que restrictive du rôle de l'État.

Il revient à la gauche, et les socialistes y travaillent à travers leur 3e Convention, de proposer une alternative économique et sociale. Celle-ci ne pourra se concevoir sans un dialogue avec les acteurs du mouvement social. C'est le sens du "Forum social" que nous tiendrons avec des militants syndicalistes, le mouvement associatif, ceux qui se battent contre les exclusions, le 17 novembre prochain à la Bourse du travail de Saint-Denis.

Nous y mettrons au banc d'essai des acteurs sociaux nos propositions économiques et sociales.

Harlem Désir
Secrétaire national au Mouvement social



FONCTIONNAIRES EN GRÈVE

SOLIDARITÉ avec les revendications

La lettre de Lionel Jospin aux syndicats de la Fonction publique

p. 2

RENCONTRE
Lionel Jospin a entamé avec FO un tour d'horizon des centrales syndicales. L'analyse du Premier secrétaire. p. 3

ASSEMBLÉE NATIONALE
Martin Malvy et Augustin Bonrepaux montent en ligne sur le budget 1997. p. 5

INTERNATIONAL
La montée de l'extrême-droite en Autriche lors des élections européennes. La menace pèse sur toute l'Europe. p. 7

SOUVENIR
D'Épinay à l'Elysée, la présentation du livre réalisé par le Parti socialiste en hommage à François Mitterrand. pp. 8 et 9

ISSN 0995-0583

Fondation Jean Jaurès

À situation d'urgence démarche exceptionnelle : le Premier secrétaire du PS s'adresse aux dirigeants syndicaux

Monsieur le Secrétaire général,

Il n'est pas dans les habitudes du Parti socialiste de s'adresser directement, à la veille d'un mouvement social, aux dirigeants syndicaux. Respectueux de l'indépendance syndicale, même si souvent nous nous sentons en résonance avec les thèmes qui sont les vôtres, nous connaissons votre attachement aux caractères spécifiques du syndicalisme français.

Cette démarche exceptionnelle dans la forme est dictée par l'urgence sociale que nous sentons monter de toutes parts dans le pays. Le chômage progresse, la précarité s'accentue, la confiance est battue en brèche. La situation économique et sociale se dégrade sous nos yeux et le gouvernement semble ne rien voir. Pire, il persiste dans une politique qui échoue, au nom de la lutte contre les déficits. Les contresens de Monsieur Juppé ont tué la croissance, qui galope en Asie et aux États-Unis. L'erreur économique et sociale du gouvernement entraîne notre pays dans un engrenage. Les Français consomment moins, l'activité est ralentie et les déficits se creusent davantage. Comme si cela n'était point suffisant, le gouvernement prend pour cible les services publics.

Le jeudi 17 octobre, votre fédération, avec toutes les fédérations de fonctionnaires, descendra dans la rue pour manifester un mécontentement qui nous semble légitime. Le 17 octobre c'est aussi, hasard du calendrier, la journée internationale contre la pauvreté. Comment ne pas rapprocher ces deux moments ? Les socialistes savent que l'on ne peut vaincre la pauvreté sans la présence des services publics : à l'école, dans les quartiers défavorisés par exemple. Nous voulons réaffirmer, à cette occasion, notre attachement au traitement public de la précarité, car la mission du Service public est pour nous essentiellement deux choses : des principes d'égalité de traitement, de péréquation et, ainsi, une participation à la cohésion sociale. En France, comme à l'échelle européenne, il nous semble donc nécessaire d'affermir le Service public, plutôt que de le miner comme le fait le gouvernement.

Vous comprendrez que nous ne pouvons que souscrire à la première de vos revendications adoptée en commun par les sept fédérations de fonctionnaires : " l'amélioration et le développement du Service public qui contribuent à la lutte contre les inégalités, l'exclusion et le chômage".

Voilà pourquoi je voudrais par la présente lettre vous faire connaître ma solidarité et vous informer que nous avons demandé à nos militants de participer dans le respect de l'indépendance syndicale aux manifestations du 17 octobre 1996.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Paris, le 15 octobre 1996

Lionel Jospin

lettre envoyée aux 7 fédérations syndicales de fonctionnaires

ON N'ARRÊTE PAS LA MARCHE ARRIÈRE SOCIALE !

Le texte adopté en urgence le 3 octobre, par la majorité de droite du Sénat, est d'une extrême gravité : il autorise les dirigeants de sociétés, dépourvues de représentants syndicaux, à conclure des accords d'entreprise. Le Monde (8 octobre) observe que «ce texte, qui porte en germes une modification considérable du champ contractuel des PMI-PME ouvre la voie à des accords dérogatoires au Code du travail...» Avec ce texte, des chefs de petite ou moyenne entreprise vont pouvoir conclure des accords de flexibilité, signés avec des salariés choisis comme interlocuteurs. Le monopole syndical de négociation dans l'entreprise est ainsi battu en brèche». Après quoi, nos docteurs en sciences sociales pleurnicheront sur la faiblesse des organisations syndicales ! Les patrons choisiraient désormais leurs interlocuteurs.

Salariés, on veut nous écraser ! Battons-nous ! Il faut savoir que ce texte parlementaire légalise un Accord interprofessionnel signé par le CNPF, la CGPME, la CFTC, la CGE-CGC... et la CFDT ! Gandois a de la reconnaissance : il fait voter Notat... Comme ironise le Canard Enchaîné, «Notat, c'est la «patronaria»...

Jean Poperen

Thomson démantelé par la privatisation

Le gouvernement a décidé de céder au franc symbolique Thomson à Matra. Le Parti socialiste a toujours condamné la privatisation en elle-même, ainsi que la méthode qui a été adoptée par le gouvernement. En effet, cette procédure du «gré à gré» laisse à l'Exécutif, seul, le choix de l'opérateur privé, et ote ainsi à la représentation nationale et aux citoyens toute transparence par rapport à cette privatisation.

Le gouvernement avait sous la pression de l'opposition admis de renvoyer le choix de l'opérateur à la Commission de privatisation. Cette solution, si elle ne permettait pas la transparence, constituait au moins un début de clarté.

Or nous observons que le gouvernement a pris sa décision, avant même la dite commission ne se soit prononcée.

En outre cette privatisation est condamnable sur le fond, car elle s'effectue au profit d'un opérateur déjà très présent dans le domaine de la défense ; ceci lui permettra d'obtenir une position dominante sur certaines productions, notamment sur toute l'électronique de défense. En clair, un opérateur privé sera le seul client du donneur d'ordre étatique, ce qui lui confère un rapport de force très favorable à ses intérêts, et donc beaucoup moins pour ceux de l'Etat.

De plus, le choix d'une entreprise qui se dit intéressée uniquement par les activités de l'électronique de défense de Thomson (et non pas par l'activité électronique grand public) aura pour conséquence le démantèlement de l'entreprise Thomson. C'est pourquoi, le gouvernement a autorisé le rachat du secteur électronique par Daewoo, grand groupe coréen.

Ceci comporte un risque très important pour l'emploi à la fois dans le secteur de l'électronique de défense (car Matra procèdera à des rationalisations) et dans le secteur du multimédia à cause de la reprise de l'électronique civil par Daewoo. Laquelle consacre la perte de notre souveraineté sur un des plus beaux fleurons de notre industrie.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet • Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) • Économie : Monique Grima (78.70) • Photos : Pascal Lebrun • Maquette : Christine Lovinger • Pascale Lecomte (78.92) • Edition : Eric Malerbes • Rédacteur : Victor Robert • Publicité : Franck Accart (79 03) • J.J. Gastebois (78.09) • Secrétariat : Odile Fée (78.61) • Comptabilité : Michelle Boucher (79-04) • Abonnements : Sabine Sebah (78-57) • Photogravure : Dawant - Paris • Impression : PGE - (94) Saint-Mandé • Routage : Ouest-routage - (60) Le Meux • N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000. Ce numéro a été tiré à 113 000 exemplaires.

RENCONTRES AVEC LES SYNDICATS

À l'issue de la rencontre avec la CGT-FO : déclaration de Lionel Jospin à la presse

L.J. : Ce jeudi 10 octobre, nous commençons, par la CGT-FO, une série de rencontres avec des organisations syndicales. A la CGT-FO s'ajouteront la CFDT, la CGT et la CFTC. Nous avons décidé d'entamer ces discussions car nous pensons que -dans le contexte économique et social qui est le nôtre et qui est extrêmement préoccupant- il est particulièrement important que le Parti socialiste soit au fait des analyses, des craintes mais aussi des demandes des organisations syndicales françaises.
Nous avons écouté l'analyse des représentants de Force ouvrière, leurs préoccupations, et nous leur avons fait part des nôtres dans le respect de l'indépendance de chacun. Nous avons examiné des dossiers plus précis, abordant les problèmes de protection sociale, des retraites, notamment notre hostilité commune concernant les retraites par capitalisation, les problèmes de l'emploi naturellement. Tout ceci dans le but d'expliquer comment nous envisagions une autre politique économique, à laquelle nous travaillons depuis maintenant quelques semaines. Nous n'avons pas oublié d'aborder les problèmes du syndicalisme liés à l'état des forces syndicales en France.

Est-ce que, d'ores et déjà, vous pensez tirer quelques éléments de cette rencontre qui pourraient infléchir ou influer sur la définition de votre programme ?

L.J. : Il est toujours intéressant de connaître les positions des syndicalistes, lesquelles viennent -pour une grande part- de ce qu'ils observent sur le terrain. Naturellement, nous échangeons nos conceptions sur la nécessaire relance de la croissance économique et j'ai exprimé le souhait de voir ces organisations syndicales, si elle le veulent et dans l'indépendance à l'égard des partis politiques, accepter de se livrer à ce que j'appellerais un "banc d'essai" de nos propositions économiques et sociales. Nous y travaillons, et nous aimerions demander aux acteurs de la société -associations, personnalités économiques ou d'organisations syndicales-...) de passer au crible les propositions que nous nous apprêtons à faire à l'ensemble des Français. C'est une démarche innovante pour une formation politique.

Il y a un peu moins d'un an, on vous avait reproché une certaine tiédeur dans le conflit social. Est-il question de vous rapprocher un peu plus des syndicats et du combat syndical ?

L.J. : C'est une question que nous avons évoquée. Ce reproche, en tout état de cause, ne m'a certainement pas été fait par les responsables syndicaux. Marc Blondel, et je sais que Louis Viannet et Nicole Notat sont du même avis, trouve que j'ai agi dans le respect de l'indépendance syndicale. Le Parti socialiste, dans le conflit de novembre-décembre 1995, avait clairement montré sa solidarité, son soutien. Nous avons, par nos militants eux-mêmes, souvent salariés syndiqués, participé à ces mouvements. C'est donc au contraire une attitude que le syndicalisme français comprend et approuve.

Considérez-vous qu'au sein de la société française en général, et chez les syndicalistes en particulier, il y a un regain d'intérêt pour le Parti socialiste ?

L.J. : C'est à eux qu'il faut le demander. Au Parti socialiste, nous pensons qu'il est important d'établir des contacts avec les différentes composantes de la société française. Je suis en contact régulier avec les responsables syndicaux, et pas uniquement ceux prévus dans le cadre de nos rencontres. J'ai reçu récemment Luc Guyot, président de la FNSEA ; j'avais reçu auparavant des représentants des syndicats d'enseignants. Un parti politique de gauche ne peut se priver du contact avec les organisations syndicales. Les idées, les avis et les solutions à dégager doivent être concertés, dans l'indépendance de chacun. Mais il est de notre devoir de dialoguer avec tous les acteurs de la vie économique et sociale en France.

Est-ce que, après deux heures d'entretien, vous sentez une plus grande compréhension de la part de Force ouvrière, un plus grand soutien dans les propositions que vous voudriez soumettre aux Français ?

L.J. : Là encore, je veux respecter la position des syndicats et leur indépendance d'action. Ils ont eu à revendiquer face à un pouvoir de gauche ; ils sont actuellement confrontés à un pouvoir de droite. Je crois qu'ils mesurent la crise de confiance qui existe, cette espèce de degré d'urgence sociale, économique et politique dans laquelle nous nous trouvons. Je pense qu'ils sont sensibles à ce que nous avons à leur dire ; ils s'y intéressent en tout cas. Mais ils doivent légitimement garder un droit de critique parce qu'ils ont une vocation différente de celle d'un parti politique dans la société française. Notre désir n'est pas de solliciter je ne sais quelle approbation. Nous recueillons, au cours de ces rencontres, des informations très importantes sur le quotidien des Français et des Français. Je sens bien l'inquiétude grandissante liée au chômage, à l'accroissement des inégalités. Elle justifie pleinement l'organisation de cette grande journée d'action que nous soutenons, prévue pour le 17 octobre prochain.

Marc Blondel a dit tout à l'heure qu'il n'y aura jamais de front partis-syndicats.

L.J. : Cela nous venons déjà de l'exprimer. Il y a une tradition en France d'indépendance entre les partis et les syndicats.

Ne le regrettez-vous pas ?

L.J. : Nous ne sommes pas dans la situation des Trades unions britanniques. En France, nous sommes dans une tradition d'indépendance du syndical et du politique, et je m'inscris dans cette culture.
Ce qui ne veut pas dire que si nous étions aux responsabilités, nous n'écouterions pas les organisations syndicales et que nous ne serions pas capables de faciliter des dialogues avec elles ainsi qu'avec le monde des entreprises. C'est en tout état de cause ce que je veux faire.

Il existe une grande différence entre les gens qui aspirent au pouvoir et ceux qui sont au pouvoir, a dit Marc Blondel.

L.J. : Je suis un de ceux qui, dans les années 90, à la fin du deuxième septennat de François Mitterrand, ont analysé l'écart entre déclarations et actes, et en ont tiré un certain nombre de leçons. Un des thèmes que j'ai développés dans la campagne présidentielle fut : "Je dis ce que je ferai et je ferai ce que j'ai dit." Si j'avais été aux responsabilités, je ne me serais pas renié. Cela ne suppose pas de renoncer à toute ambition, toute volonté. Cela suppose la réduction de l'écart entre les intentions, le discours, les promesses et ce que l'on fait vraiment une fois au pouvoir. Je trouve donc normal qu'un syndicaliste regarde cela de façon attentive.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES
Mardi 22 octobre : CFDT • Mardi 12 novembre : CGT
Mardi 26 novembre : CFTC

FONCTION PUBLIQUE

La «mauvaise graisse» se rebiffe

C'est «le» symbole. Issu du programme du Conseil national de la Résistance, le statut de la Fonction publique fête son cinquantenaire de bien étrange façon. Les officiels discourent dans un colloque, des milliers de fonctionnaires manifestent dans la rue...

A chacun sa manière. Alain Madelin avait fait scandale en réclamant la suppression de 20 000 emplois dans la Fonction publique, Alain Juppé avait opté pour la petite phrase insidieuse : «Il faut préférer une Fonction publique moins nombreuse mais plus efficace... à une Fonction publique qui fait de la mauvaise graisse.»

Le Premier ministre a pris le bistouri. Le projet de budget 1997, en cours de discussion à l'Assemblées nationale, programme la suppression de 5 599 postes, soit une baisse de 0,3 % des effectifs, dont 4 977 dans l'enseignement, de la maternelle au secondaire. Selon la thèse officielle, l'opération devrait s'effectuer sans douleur : quelque 60 000 fonctionnaires partent en retraite chaque année, dont 30 000 pour la seule Éducation nationale. Il suffit de ne pas remplacer un certain nombre d'entre eux et le tour est joué. La qualité du Service public ? Tant pis pour les enfants qui s'entassent dans des classes surchargées.

Les syndicats veulent d'autant moins entendre parler de réduction d'effectifs que l'Éducation nationale a déjà laissé sur le bord du chemin, à la rentrée, entre 15 000 et 20 000 maîtres auxiliaires qui n'ont pas été réembauchés. Car Fonction publique rime de moins en moins avec «garantie de l'emploi» et de plus en plus avec précarisation. Depuis longtemps déjà, l'administration a multiplié le recours aux contractuels et aux auxiliaires : 35 000 dans la seule Fonction publique d'État aujourd'hui, 100 000 dans la territoriale, 15 000 dans l'hospitalière. Ils ne bénéficient pas de la protection du statut. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas. Encore plus précaires sont les CES, employés de façon tellement systématique sur des postes qui auraient dû être pourvus par des titulaires que la Fonction publique vient d'être la principale cible du rapport 1996 de la Cour des comptes.

Sous la poussée des syndicats, le gouvernement doit soumettre au Parlement un projet de loi destiné à résorber cet emploi précaire en organisant des concours particuliers destinés à permettre aux contractuels d'intégrer l'administration. Il veut également appliquer dans la Fonction publique un dispositif de pré-retraites contre embauches, analogue à celui conclu dans le privé. Comment ces bonnes intentions, si tant est qu'elles aillent à leur terme, seront-elles appliquées si on stoppe l'embauche et que l'on restreint, en plus, les postes offerts dans les autres concours ?

Pour essayer de faire passer la pilule de la suppression des postes, le ministre de la Fonction publique, Dominique Perben, vient d'annoncer l'ouverture prochaine de négociations salariales. Il n'en finit pas de l'annoncer d'ailleurs mais, cette fois-ci, c'est promis, elles débuteraient même avant la fin de l'année. Toutefois, il a déjà prévenu, il n'a presque pas de marge de manœuvre. Les syndicats l'attendent de pied ferme, bien décidés à demander non seulement des augmentations pour 1997 et 1998, mais aussi le rattrapage des salaires gelés en 1996.

Les uns et les autres vont mesurer avec soin le rapport de forces que va révéler le mouvement de jeudi. Avec, en tête, le souvenir du 10 octobre 1995, et de l'ampleur des grèves qui ont suivi.

Monique Grima

L'Industrie aéronautique européenne à l'heure des restructurations

Sous la pression de la concurrence mondiale, l'objectif prioritaire des entreprises est d'assurer la compétitivité à court terme. L'introduction massive, souvent anarchique, de nouvelles technologies conduit à la dégradation de l'emploi. Il est urgent de trouver un nouvel équilibre entre la dose nécessaire de progrès technologiques et le maintien d'un niveau d'emploi acceptable.

Les technologies nouvelles doivent apporter un "plus" dans la conception des produits, leur fabrication, la fiabilité de la qualité, donc de leur compétitivité. Faut-il pour autant pousser la radicalisation de l'organisation du travail jusqu'à la constitution d'usines robotisées ? Bien sûr que non. Par contre, l'industrie, et tout particulièrement l'aéronautique, ne peut se passer des technologies de pointe, dont dépend à bien des égards notre avenir.

En France, comme dans l'Union européenne, les technologies de pointe se sont développées grâce au soutien de la puissance publique. Sommes-nous sûrs que les positions que nous avons conquises ne seront pas mises en cause demain ? Rappelons que le marché de l'industrie aéronautique est soumis à des mouvements cycliques. L'Aérospatiale n'a pu satisfaire la demande, lors de la reconstitution des flottes, que parce qu'elle avait conservé sa capacité de production et son savoir-faire grâce à son statut d'entreprise publique. C'est aussi grâce à ce statut qu'elle a pu maintenir ses sous-traitants. Demain, si cette entreprise stratégique était privatisée peut-on affirmer qu'en période de mévente on maintiendrait l'outil de production, y compris le potentiel des entreprises sous-traitantes ? Certainement pas.

Rompre avec le «tout libéral»

Que faire ? L'amélioration de la productivité se gagne jour après jour. Ce challenge nécessite une réelle motivation des salariés. Encore faut-il que l'homme ne soit pas considéré comme une valeur d'ajustement destinée à absorber les aléas de la conjoncture. Il serait illusoire de croire que l'on pourra indéfiniment remplacer l'homme par le robot. Il faut lui redonner sa place dans le processus productif. Et, comme ailleurs, il doit pouvoir exercer ses prérogatives de citoyen.

Il s'agit donc d'inverser le mouvement actuel : le long terme doit prendre le pas sur le court terme et l'intérêt général doit primer sur les intérêts particuliers.

Comment ? Par une stratégie industrielle nouvelle prenant en compte les intérêts des collectivités nationales et européennes. Est-il possible de trouver un nouvel équilibre entre la conquête de nouveaux marchés, les légitimes aspirations des travailleurs et les besoins des collectivités locales ? Oui, si l'on change l'ordre des priorités, ce qui implique un changement radical de politique économique. Bref, il faut rompre avec le "tout libéral" qui risque de ruiner le potentiel industriel et commercial de l'Europe.

Michel Raffet
Délégué national aux Entreprises



Réformer la fiscalité locale

Depuis 1993, les collectivités locales ont subi de multiples prélèvements de l'État sur leurs ressources (compensation de la taxe professionnelle, de la TVA et diminution des dotations).
Ces réductions, en plus des charges nouvelles auxquelles elles doivent faire face, se sont traduites par une forte augmentation des impôts locaux (26 milliards pour 1996).
La taxe d'habitation est l'impôt local qui pèse le plus lourdement sur les plus modestes.
Il est injuste à plus d'un titre :
- Il frappe tout le monde.
- Il entraîne des contributions qui tiennent compte de l'importance de la famille mais nullement de son revenu.
- Il repose sur des bases désuètes datant de 1970.
Depuis 1990, la réforme de ces bases, engagée par les socialistes, attend son application malgré le vote du Parlement en 1994 et l'accord unanime du Comité des finances locales. Le gouvernement préfère diminuer, pour la seconde fois, l'impôt sur le revenu, impôt juste et progressif, et provoquer ainsi par ses transferts l'escalade de la taxe d'habitation payée par tous, quel que soit le revenu. L'aggravation de ces inégalités rend encore plus urgente la réforme que doivent engager les socialistes pour remplacer la taxe d'habitation par une contribution plus équitable de chacun, en fonction de ses moyens.

Augustin Bonrepaux.
Député de l'Ariège.

BUDGET 1997

Duperie et injustice

3 questions à MARTIN MALVY

Député du Lot
Membre de la commission des Finances

Que pensez-vous du nouveau budget présenté par le gouvernement ?

Je pense tout d'abord que c'est un budget en trompe-l'œil, puisque l'objectif affiché du gouvernement est la réduction des déficits, or, nous en serons, à la fin de 1997, au même niveau qu'à la fin de 1996 et de 1995, c'est-à-dire avec un déficit de l'ordre de 300 milliards de francs. Le gouvernement a épuisé, aujourd'hui, tous les artifices pour dénicher de nouvelles recettes. Quant aux dépenses publiques, elles n'ont pas été réduites par la droite, contrairement à ce qu'elle affirme, puisqu'elles ont augmenté en moyenne de 4 % par an depuis 1993. Les observateurs peuvent également constater la réduction de certains budgets qui porteront atteinte à la croissance en 1997, de la même manière que les mesures d'exonérations mises en place depuis 4 ans n'ont pas contribué à résoudre le problème de l'emploi.

En quoi ce budget est-il injuste ?

Ne prenons que la réforme fiscale, et notamment celle de l'impôt sur le revenu qui laisse se profiler derrière elle l'annonce d'une réforme de l'impôt sur la fortune. On voit bien l'injustice de ce budget : un Français sur deux est considéré comme n'ayant pas de revenus suffisants pour payer l'impôt sur le revenu. Ce sont ces gens-là pourtant qui vont payer l'augmentation des taxes indirectes ou plutôt vont continuer de les payer. La réduction de l'impôt sur le revenu va, elle, porter essentiellement sur ceux qui se situent dans les tranches les plus élevées. Le gouvernement persiste et signe son injustice. L'impôt sur le revenu est le seul impôt progressif en France et son produit global est le plus faible de tous les grands pays industriels. S'être assigné comme mission et comme objectif politiques la réduction du seul impôt progressif, qui est un impôt de solidarité, n'est pas juste.

Quel sera le cheval de bataille du Parti socialiste à l'Assemblée nationale ?

Le problème du logement sera l'un des thèmes d'attaque les plus forts. Le gouvernement tourne le dos aux problèmes du logement que ce soit sur les aides aux locataires, qui sont bloquées depuis deux ans, ou sur les incitations à la construction HLM avec la suppression des PLA, ou encore la rénovation de l'habitat où le gouvernement va prendre dans la poche des bailleurs une partie de la cotisation qu'ils versent et qui sert normalement à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat... Voilà encore 1,5 milliard qui disparaît et ce n'est qu'un exemple de ponctions effectuées par le gouvernement sur d'autres budgets.

FRAMATOME
LE DROIT À LA TRANSPARENCE

Depuis l'été dernier, le groupe Framatome est au centre de tractations qui déboucheront prochainement sur un accord entièrement favorable au groupe franco-britannique GEC-Alsthom. Framatome est une entreprise publique qui a, depuis longtemps, tiré sa force de la politique conduite par l'État, dans un domaine industriel sensible.

Les manœuvres et les commentaires concernant ce groupe ne relèvent certainement pas d'un prétendu "secret-finance" mais concernent un élément du patrimoine national qui est un outil essentiel d'une politique industrielle publique. Il appartient, plus qu'à tout autre, au Parlement, représentant de la Nation, de disposer de toute l'information et d'être bien éclairé : C'est une exigence de transparence aujourd'hui ignorée. Il appartient aussi au Parlement d'exprimer son avis : c'est une exigence de démocratie qui paraît oubliée.

Dans ce contexte d'opacité totale, la nomination, par le Président de la commission production et échanges, d'un rapporteur, Claude Binaux, est une mesure intéressante mais apparaîtrait vite comme une diversion si elle devait s'étaler dans le temps pendant que les décisions sont prises. De plus, l'opposition est ainsi écartée de l'information.

L'enjeu est pourtant à deux niveaux décisifs. En premier lieu, une manne financière considérable d'argent public va transiter, partir vers le privé dans des conditions fumeuses. Par ailleurs, la politique nucléaire civile doit, pour rester crédible, demeurer dans son intégrité sous la maîtrise de l'État, qui est bien plus qualifié que le privé pour faire les choix de long terme demandant beaucoup de hauteur de vue.

Pour toutes ces raisons, les députés socialistes demandent l'audition, dans des délais rapides, des dirigeants de Framatome, du CEA et du ministère des Finances. Ces auditions pourraient déboucher sur une commission d'enquête. C'est à ces conditions que seraient sauvegardées la transparence et la démocratie.

Christian Bataille
Député du Nord
Membre de la commission production et échanges.

Le budget de la Culture pour 1997 : La chute

La rigueur budgétaire, proclamée par le gouvernement Juppé pour 1997, a bon dos. Pour la culture, ce n'est pas la rigueur, ce sont les coupes claires et le charcutage des crédits. Le budget du ministère de la Culture est sacrifié.

Le gouvernement se livre à une grossière opération de désinformation pour tenter de cacher la différence énorme qui existe entre les belles promesses du candidat Chirac et la réalité qui est hélas fort sombre. Baisse de 3 % seulement, crédits d'intervention préservés, loi de programme sur les monuments historiques simplement étalée : voilà ce qu'annonce M. Douste-Blazy, l'actuel ministre de la Culture. Tout va bien en somme !

Mais, de tout cela, rien n'est vrai. Comme en 1996, où un élargissement des compétences du ministère avait optiquement gonflé son budget pour arriver à un pseudo 1 % du budget de l'État, alors qu'en fait les crédits baissaient, un nouveau tour de passe-passe est opéré pour 1997 : l'inscription sur le budget de la Culture de la dotation générale de décentralisation relative aux bibliothèques jusqu'alors inscrite au budget du ministère de l'Intérieur. Total : 902 millions de francs !

Asphyxie programmée

Quels sont les vrais chiffres ? Le budget de la Culture perd en fait 1,45 milliard de francs d'une année sur l'autre, soit une baisse de 9 %. Alors qu'il avait effectivement atteint 1 % du budget de l'État en 1993 avant le retour de la droite au pouvoir, il n'a cessé de baisser depuis lors, et, en 1997, il ne sera plus, à structure croissante, que de 0,79 % : plus de 3 milliards de francs perdus en 4 ans, un véritable désastre !

Un secteur est tout particulièrement touché, celui du patrimoine qui perd un tiers de ses crédits d'investissement, ce qui est sans précédent. La loi de programme, pourtant votée en 1993 par l'actuelle majorité, est totalement bafouée. Les victimes, ce ne sont pas les "propriétaires de châteaux fortunés", mais bien davantage les collectivités locales, et surtout les entreprises de restauration et leurs salariés, au savoir-faire précieux : la baisse de 600 millions de francs des crédits menace un tiers des entreprises et 3000 emplois. Et ce quelques mois après l'annonce de la création d'une fondation du patrimoine, censée développer les emplois dans le secteur, et dont la réalisation est en fait bloquée...

Les crédits de fonctionnement et d'intervention, destinés à aider les artistes ou à soutenir les institutions culturelles, centres dramatiques, orchestres, compagnies de théâtre et de danse, centres d'art, etc., baissent aussi ou sont seulement reconduits en francs courants, soit une baisse de 2 % en francs constants, qui s'ajoute à la diète imposée depuis 1993. Dans ces conditions, c'est l'asphyxie, plus ou moins rapide, qui est programmée : plus de prise de risque, pas d'opérations nouvelles, mais la paralysie progressive de la création en France. Certains secteurs sont par ailleurs victimes d'économies drastiques : le cinéma perd 25 % de ses crédits budgétaires et les actions pour les publics défavorisés, la politique de la ville, les conventions de développement culturel perdent plusieurs dizaines de millions : il s'agit pourtant du volet "social" de la politique de l'État. "La fracture sociale dans la culture", bien loin de se réduire va se creuser.

Rétablir un véritable 1 %

Quant aux crédits d'investissement, ils baissent de 23 % d'une année sur l'autre : diminution grave car ce sont ces crédits qui permettent de lancer de nouveaux équipements, de développer de nouvelles initiatives, bref de préparer l'avenir. Dans ces conditions, le rééquilibrage Paris-Province ne pourra évidemment avoir lieu.

Il est temps de changer de politique, il est temps de redresser la barre. En 4 ans, une bonne partie des acquis de la période de la gauche au pouvoir a été d'ores et déjà dilapidée. La culture, à l'évidence, n'est plus une priorité de l'action de l'État. C'est grave, et c'est triste, car c'est révéler une absence de vision à long terme pour notre pays et pour notre société. Le Parti socialiste pour sa part, entend résolument que les choses changent. Lionel Jospin, présent en Avignon au mois de juillet, a ainsi pris l'engagement de mettre fin au désengagement budgétaire de l'État, et de rétablir un véritable 1 % pour la culture. Au désarroi d'aujourd'hui du monde culturel et des créateurs, il faut en effet répondre par un message d'espoir, et inciter à la mobilisation des énergies et de toutes les forces vives.

Jacques Renard
Délégué national à la Culture

L'EXEMPLE DE SARCELLES

Dominique Strauss-Kahn, maire socialiste de Sarcelles, présente une expérience culturelle originale, mise en œuvre aujourd'hui dans sa ville. Il doute que ce type d'initiative soit encore possible en 1997.

«Quarante personnes travaillent actuellement à la conception de l'Opéra "L'inconnu n° 5", qu'écrit et monte Armand Gatti à Sarcelles, à propos de Jean Cavaillès, résistant, philosophe des sciences, abattu par la Gestapo, à Arras en 1944.

Ils sont bénéficiaires du RMI, chômeurs de longue durée, en difficulté d'insertion, et travaillent autour d'Armand Gatti à l'écriture, à la mise en scène, à l'interprétation et à la réalisation des décors d'une œuvre artistique de grande ampleur, qui sera présentée au début de l'année 1997.

Titulaires d'un statut de stagiaires de la formation professionnelle, et rémunérés comme tels, ils ne peuvent vivre cette expérience que grâce au partenariat original qui a été constitué, tant en termes financier qu'organisationnel, associant la ville de Sarcelles, le ministère de la Culture, ainsi que d'autres partenaires : Conseil général du Val-d'Oise, Conseil régional d'Ile-de-France, Direction départementale du Travail et de l'Emploi du Val-d'Oise, la Caisse des Dépôts et Consignations, etc.

Sur un budget total de quelque 4,5 millions de francs, la ville de Sarcelles apporte, pour faire vivre le plus grand "spectacle vivant" jamais présenté à Sarcelles, associant vie culturelle et action sociale, une participation de 400000 francs en numéraire et 300000 francs en prestations diverses. Le ministère de la Culture apporte pour sa part 2,1 millions de francs.

La ville entière est mobilisée autour de cette création. Des affiches racontent l'expérience sur les murs de la ville ; un immeuble en cours de réhabilitation va être transformé en "cathédrale de la résistance". Enfin, tous les Sarcellois seront conviés à une exposition, "Soit X l'inconnu", qui occupera 40 chambres du Foyer de Jeunes travailleurs de Sarcelles.

Sans l'investissement du ministère de la Culture, cette création n'aurait pu être réalisée. Une expérience du même type sera-t-elle possible l'année prochaine ? On peut fortement en douter.»

Le travail de sape de l'extrême-droite en Europe

Les dernières élections européennes en Autriche ont permis au FPÖ, parti d'extrême-droite, de faire une entrée en force dans la vie politique autrichienne (27,6 % des votes). L'émergence du phénomène de l'extrême-droite n'épargne aucune démocratie en Europe. Analyse de la situation en Autriche, en Italie et en Belgique où la menace est plus que jamais d'actualité. Un dossier réalisé par les collaborateurs du Parti socialiste européen (PSE), au Parlement européen.

AUTRICHE
La montée de l'extrême-droite (FPO) lors des élections européennes

RÉSULTATS

Parti	Sièges	%
ÖVP (chrétien-démocrate) :	7 (+1)	29,6
SPÖ (social-démocratie) :	6 (-2)	29,2
FPÖ (libéral-nationaliste : extrême-droite)	6 (+1)	27,6
Grüne (verts) :	1	6,8
LIF (Forum libéral : centriste) :	1	4,2
Neutrale (neutraliste) :	0	1,3

Le SPÖ a connu un important revers électoral, enregistrant une fuite de 190 000 électeurs vers le FPÖ.

Dans les lands, il y a des changements radicaux dans les rapports de force entre les cinq partis du parlement, le FPÖ devenant majoritaire dans trois lands.

Il faut reconnaître que tous les grands partis sont perdants à cause de l'abstention qui traduit, selon les sondages, une grande déception vis-à-vis du gouvernement. 670 000 sympathisants du SPÖ se sont abstenus.

Le politologue Fritz Plasser prétend que, lors de ces élections, le FPÖ en tant que «parti ouvrier de protestation de type nouveau» a pris la place du SPÖ. Il a réussi à gagner massivement les voix des femmes actives (33 %), une majorité relative au niveau des hommes actifs, ainsi que 50 % des ouvriers. Le vote pour le FPÖ s'explique par le vote de protestation (50 %) et la personnalité du chef du parti, Jörg Haider (17 %).

Les changements confirment la thèse d'une nouvelle «dynamique conflictuelle».

Selon le président du groupe parlementaire de l'ÖVP, Andreas Khol, «la montée de l'extrême-droite est due à l'actuelle faiblesse du SPÖ, mais cette poussée n'est que passagère». Concernant les spéculations sur une coalition ÖVP/FPÖ, Khol répond «qu'il n'y a pas de liens entre le feu et l'eau», Le président du groupe parlementaire du SPÖ, Peter Kostelka, affirme qu'aucune coalition ne sera possible avec l'actuel FPÖ.

Quant à Jörg Haider, il s'attend à «devenir chancelier de l'Autriche avant l'an 2000».

ITALIE
Une droite éparpillée jusqu'à... l'extrême

Parler de la droite italienne nécessite de distinguer les partis : l'Alliance Nationale (qui se définit comme un parti de droite moderne), la Ligue du Nord (qui se définit comme un parti libéral, fédéraliste, anti-italien tenté par la sécession du Nord de l'Italie), et Forza Italia (qui défend le libéralisme économique et un mélange de conservatisme politique et de pensée technocratique). En fait, seule la petite scission du MSI, «La Flamme tricolore», utilise un nationalisme fort et une terminologie fasciste, et peut être considérée comme un parti d'extrême-droite.

Forza Italia et l'Alliance Nationale représentent une tentative de la part du conservatisme italien de rassembler une coalition nouvelle orientée vers la droite, composée de différentes tendances (dont certaines radicales), capable de développer une force anti-gauche dans un nouveau système politique bi-polaire.

La Ligue du Nord a joué un rôle important en détruisant le vieux système politique et trouve maintenant sa force dans la capacité de son leadership politique à utiliser les médias et à changer rapidement de tactique et de stratégie ainsi que les buts et même l'identité du parti. La ligue mise sur l'insatisfaction des secteurs productifs du Nord de l'Italie (les travailleurs autant que les propriétaires), fatigués de l'inefficacité de l'État et craignant d'avoir à payer pour les difficultés financières de l'ensemble du pays.

BELGIQUE
Une éthique de comportement

Par Philippe Busquin
Président du Parti socialiste belge

En Belgique, le phénomène de l'extrême-droite est surtout visible dans le nord du pays, où le Vlaams Blok moissonne sur les terres du nationalisme et des réactions xénophobes, mais Bruxelles et des agglomérations du sud ne sont pas épargnées non plus par l'émergence d'un vote de rejet et d'exclusion.

Aux sources du phénomène, on peut citer, entre autres : les mutations économiques et leurs conséquences sociales, l'effilochage du «lien social», les difficultés qu'éprouvent nos systèmes démocratiques à se renouveler et à intégrer plus efficacement la participation des citoyens.

Les hommes politiques doivent être très attentifs à l'éthique de comportement et l'indispensable contact avec la population.

L'éthique de comportement, cela implique la modestie dans l'exercice de nos fonctions tout autant que la grandeur de nos idéaux. Cela implique également qu'à tous les échelons de responsabilité, chacun de nous doit cultiver le contact primordial avec les citoyens. Ainsi, seulement, la solidarité, la fraternité, la loyauté peuvent s'incarner dans la vie de tous les jours et représenter quelque chose de concret, de visible, de palpable.

Cet exigence éthique et de «proximité» est constitutive de la démocratie et, par là, elle est préalable à tout engagement efficace contre l'extrême-droite.

Quelles sont les actions prises au niveau européen pour contrer la menace raciste ?

Au milieu des années 80, le Parlement européen, suite aux succès de l'extrême-droite en France, a réagi en créant un comité d'enquête. Un premier rapport a présenté une preuve irréfutable de la montée de l'extrême-droite et du besoin d'une législation urgente afin de protéger les communautés ethniques et migrantes européennes. Le rapport a conclu en présentant 77 recommandations pratiques. Cependant, jusqu'à présent, nous n'avons pu constater que la mise en œuvre de trois d'entre elles : un débat annuel au sein du Parlement européen sur le racisme et la xénophobie, la création d'une Commission des libertés civiles au sein du Parlement et la mise en place d'un Forum européen des migrants. En décembre 1995, la Commission européenne a publié sa première communication sur le thème du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme, accompagnée d'une proposition au Conseil pour désigner 1997 «Année européenne contre le racisme».

François Mitterrand d'Ép

Comme vous le savez, notre Premier secrétaire, Lionel Jospin, m'a demandé, il y a quelques mois, d'animer un groupe chargé de préparer un hommage spécifique du Parti socialiste à François Mitterrand.

Un travail minutieux de recherche et de sélection a été accompli dont Jean-Marcel Bichat, à mes côtés, a été la cheville ouvrière. Le résultat de ce travail est un album de 128 pages qui sera mis en vente dans quelques jours à l'occasion du 80e anniversaire de la naissance de François Mitterrand.

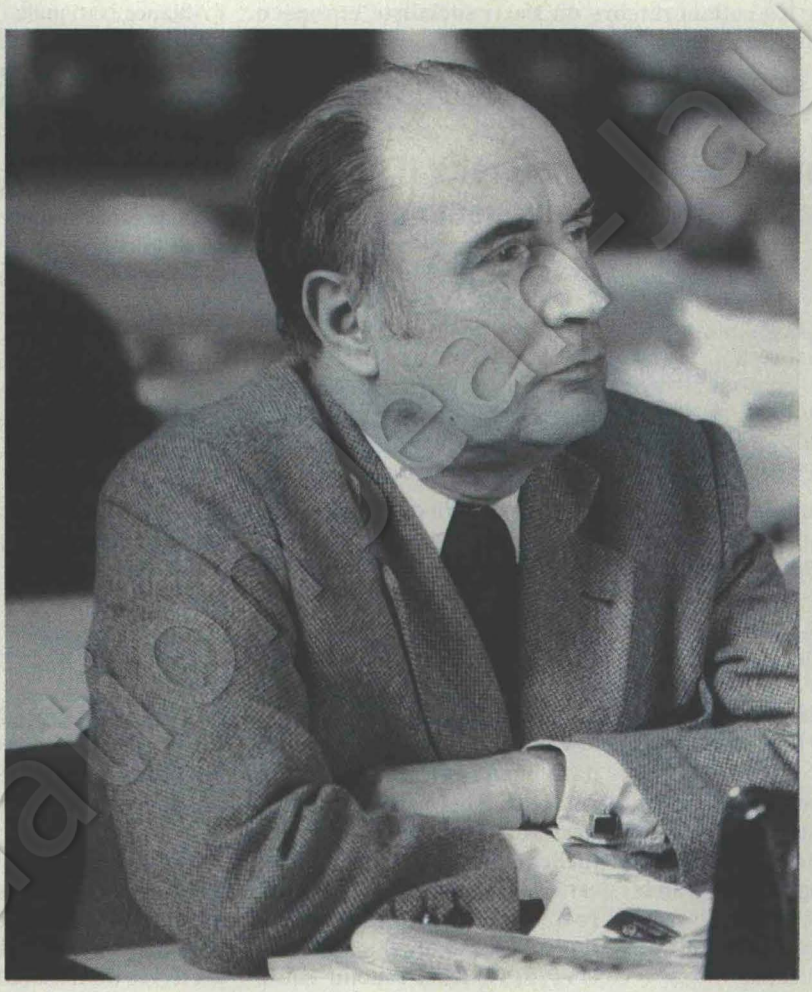
***François Mitterrand d'Épinay à l'Elysée (1971-1981)*, cet album retrace, année par année, l'action du Premier secrétaire du Parti socialiste et, par là même, la vie du parti pendant ces dix années. Plus de 250 photographies et des documents inédits permettent de revivre les grands moments qui ont marqué le combat de François Mitterrand et des socialistes, depuis le Congrès de l'Unité jusqu'à la victoire du 10 mai 1981. En outre, un CD, inclus dans l'album, reproduit des extraits d'interventions politiques de François Mitterrand ou d'émissions dans lesquelles il parle de sa jeunesse, du Morvan, de son amour de la nature ou de ses goûts littéraires.**

Au total, il s'agit d'un ouvrage qui rappellera bien des souvenirs aux plus anciens et qui permettra aux plus jeunes de mieux connaître celui qui a fait du Parti socialiste le premier parti de France.

Celui-ci poursuit sa route sous la direction de Lionel Jospin. Il est tourné vers l'avenir mais il n'est pas inutile qu'il regarde, de temps à autre, vers un passé toujours vivant. Un très grand nombre d'entre vous ont déjà répondu à l'offre de souscription faite, notamment dans « Vendredi ». Cette offre, au prix de 130 francs franco de port, est encore valable pendant quelques jours avant que l'album soit mis en vente en librairie. Ne tardez donc pas à souscrire si vous ne l'avez déjà fait ou faites-le pour un ou plusieurs de vos amis qui seront heureux de recevoir ce cadeau original.

Claude Estier

JEAN-MARCEL BICHAT, AIDÉ DE PHILIPPE COSNAY, A SÉLECTIONNÉ ET PRÉSENTÉ LES NOMBREUSES PHOTOGRAPHIES QUI ILLUSTRENT CE LIVRE HOMMAGE DU PARTI À FRANÇOIS MITTERRAND. IL COMMENTE UN CHOIX PERSONNEL DE 5 PHOTOGRAPHIES, DES ANNÉES 1971 À 1979, ILLUSTRANT LES PRINCIPALES RUBRIQUES DU LIVRE (FRANÇOIS MITTERRAND ET LE PARTI, LES ÉLECTIONS, LA POLITIQUE INTÉRIEURE ET LES RENCONTRES, LES RELATIONS INTERNATIONALES).



CONGRÈS DE METZ

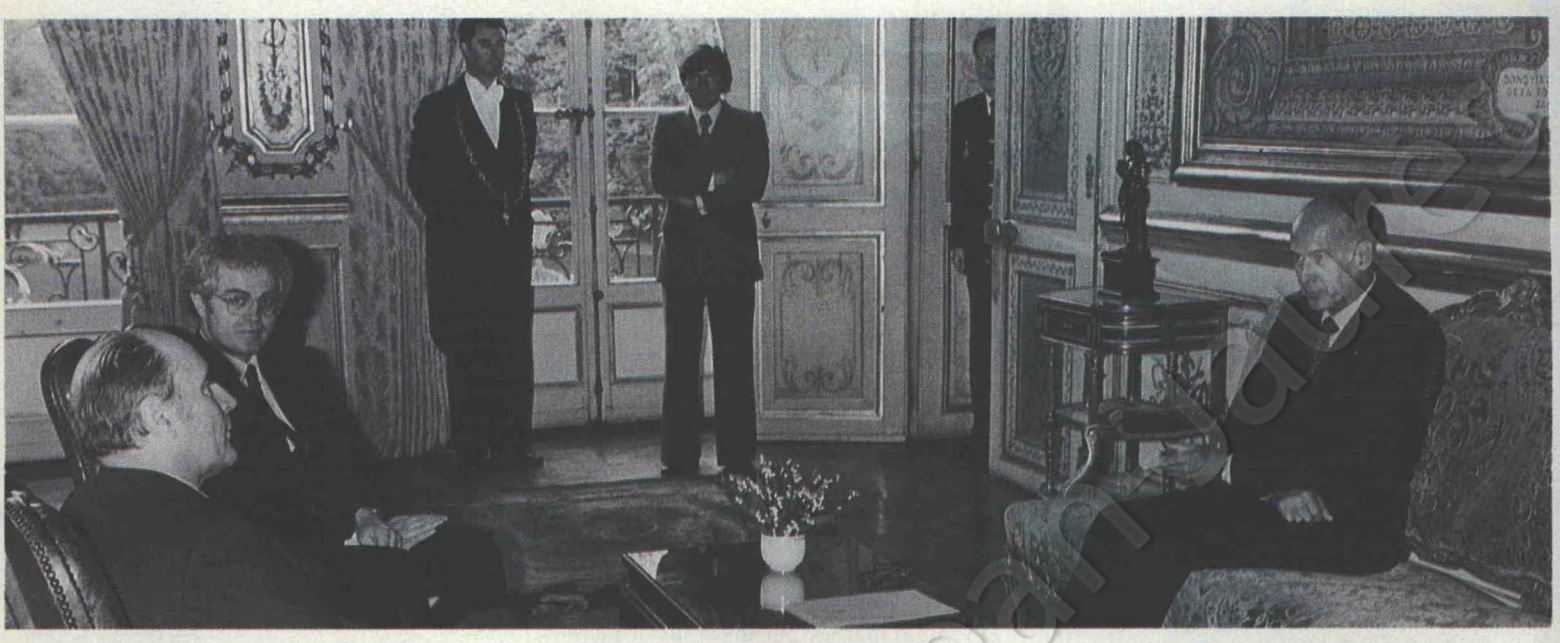
François Mitterrand est revenu, dans les dernières pages de ses Mémoires interrompus, sur les enjeux du Congrès de Metz. « Toute la suite, la victoire de 1981 puis celle de 1988, a dépendu des décisions prises à Metz ». Les débats du Congrès furent très animés, parfois violents. On voit, au milieu des délégués, un François Mitterrand attentif et serein. Le François Mitterrand du « Tenir bon » (titre de la motion de Metz) est déjà presque celui de « La force tranquille ».

FRANÇOIS MITTERRAND PARTICIPANT À UNE RÉUNION DE SECTION DANS LE XIVe ARRONDISSEMENT DE PARIS, LE 7 FÉVRIER 1972

Je me souviens de cette journée. Nous avions parcouru plusieurs rues du XIVe arrondissement, à la rencontre des Parisiens, à partir de la place Basch (métro Alésia). C'était à l'occasion d'une élection législative partielle. François Mitterrand a participé ensuite à une réunion de militants. On le voit ici, très détendu et souriant, organiser le débat en donnant lui-même la parole aux nombreux intervenants...



inay à l'Elysée (1971-1981)



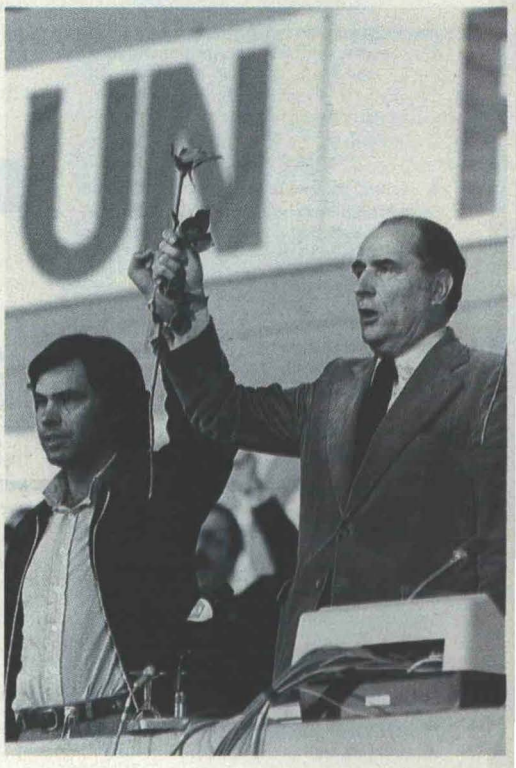
1978 : FRANÇOIS MITTERRAND À L'ÉLYSÉE !

François Mitterrand fut reçu deux fois à l'Élysée par le président Giscard d'Estaing, en 1978 les 28 mars et 5 juillet. Il s'agissait dans le premier cas de la première invitation officielle adressée au leader de l'opposition, au lendemain des élections législatives de mars 1978. Le président Giscard d'Estaing souhaitait demander aux principaux dirigeants politiques quels étaient, à leur avis, les problèmes que la France devait résoudre en priorité. En juillet 1978, le Président souhaitait rencontrer les quatre grands partis à la veille de réunions internationales (sommet européen et conférence des pays industrialisés). François Mitterrand jugea cette invitation présidentielle de « bonne méthode ».



L'INTERNATIONALE !

Le samedi 18 juin 1977, le Congrès de Nantes accueille triomphalement Felipe Gonzales, au lendemain des premières élections en Espagne. « Après quarante ans de dictature et vingt jours seulement de campagne » commentera Felipe... Antoine Blanca assure en « direct » la traduction de l'intervention du jeune dirigeant espagnol. Avec 28 % des voix, 34 % des sièges, 119 députés, « la moitié du pays est à gauche... C'est quelque chose de plus qu'une victoire électorale, c'est le triomphe d'une société qui est en marche pour devenir une société nouvelle, démocratique et juste ». François Mitterrand évoque en réponse le Congrès de relance du PSOE en exil, à Suresnes, sa venue à Madrid aux côtés des socialistes espagnols « la première fois que cela fut possible » et demande « de chanter le seul chant qui soit connu de tous les socialistes dans le monde : l'Internationale ».



COMITÉ DIRECTEUR DU 16 JUIN 1971

La photographie représente une partie du Comité directeur, la majorité d'Épinay autour de François Mitterrand quelques instants avant l'élection du Premier secrétaire. On reconnaît au premier rang Jean-Pierre Chevènement, Georges Sarre, Roger Fajardie, André Labarrère, au fond de la salle Albert Gazier, Georges Dayan, Pierre Mauroy. A côté de François Mitterrand, Pierre Joxe, futur secrétaire national à la Formation et Marie-Thérèse Eyquem. Les réunions du Comité directeur se tenaient alors dans la salle du rez-de-chaussée du 12 cité Malesherbes.

BON DE SOUSCRIPTION

A retourner sous enveloppe affranchie à :

ANNICK JACQUET, PARTI SOCIALISTE, 10, RUE DE SOLFÉRINO 75333 PARIS CEDEX 07

M... Mme... Mlle... Prénom...

Adresse :.....

Code Postal :..... Ville :.....

souhaite souscrire pour... exemplaire(s) de l'ouvrage François Mitterrand
au prix unitaire de 130 F*franco de port.
Ci-joint mon réglement de la somme de.....francs à l'ordre du Parti socialiste
par ❒ Chèque bancaire ❒ Chèque postal ❒ Mandat-lettre ❒ Je désire recevoir une facture

Date : signature :

Collection Jean Jaurès

AGENDA

Vendredi 18 octobre :
- Jean-Claude Fortier, délégué national à l'Éducation, anime une réunion à Vitry-le-François.
- Régis Juanico est à St-Dizier (52) pour la création de la fédération MJS.

Samedi 19 octobre :
- Didier Hoeltgen, délégué national auprès de Jean-Louis Cottigny, anime à Marseille, sur invitation du PCF, une réunion sur les services publics.
- Réunion du comité régional Entreprises Haute-Normandie, à Rouen.
- Réunion du comité régional Entreprises PACA, à Draguignan.
- Harlem Désir réunit la commission "Mouvement social".
- Réunion des Premiers secrétaires fédéraux, au siège.

Dimanche 20 octobre :
- 2e tour de l'élection législative partielle de Gardanne (13).
- Élections locales et européennes, en Finlande.

Lundi 21 octobre :
- Régis Juanico est à Quimper (29)
- Réunion de la commission «Afrique»
- Groupe des experts : réunion de la commission "services publics à caractère industriel et commercial".

Mardi 22 octobre :
- L. Jospin, Cl. Bartolone, A. Bergounioux, J.-Ch. Cambadélis, H. Désir, H. Emmanuelli, E. Guigou, P. Moscovici reçoivent une délégation de la CFDT.
- Conférence du MJS, à Strasbourg, en présence de Michel Rocard.
- Réunion des groupes de travail "Création et service public" et "État et collectivités locales". Audition d'Emmanuel Wallon.

Mercredi 23 octobre :
- L'association des petites villes de France (APVF) organise un colloque sur le thème : "Les maires des petites villes ont-ils encore les moyens d'exercer leur mission ?"
- Jean-Christophe Cambadélis, Adeline Hazan et Serge Jakubowich reçoivent la LICRA
- Adeline Hazan et Régis Juanico participent, à Aubervilliers (93), à un débat sur l'immigration avec Stéphane Hessel, porte-parole du Collège des Médiateurs.
- Jean-Christophe Cambadélis, Isabelle Thomas et Alain Goze rencontrent l'Association nationale des conseils municipaux d'enfants et de jeunes (ANACEJ)

Jeudi 24 octobre :
- Georges Garot participe à une réunion fédérale sur l'agriculture, dans la Sarthe.
- Entretiens de Solférino - Thème : les inégalités sociales en France.
- François Hollande anime une réunion publique sur le thème de la fiscalité, à Douarnenez (29).

Vendredi 25 octobre :
- François Hollande participe au dîner républicain de la Fédération des Landes, à Parentis-en-Born.
- Ahmed Ghayet et Régis Juanico participent à une réunion sur le thème de la «jeunesse en politique», à Château-Thierry (02).
- Harlem Désir anime une réunion publique à Joué-les-Tours (37).

Vendredi 25 et samedi 26 octobre
- Congrès du Mouvement des citoyens, à St-Nazaire.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL

SNCF : UNE RÉFORME DANGEREUSE

La réforme de la SNCF met en péril l'unité de l'entreprise publique, ne garantit pas la reprise de la totalité de la dette, et ne s'inscrit pas dans une politique cohérente des transports, au moment où des emplois sont supprimés à la SERNAM.

Le Parti socialiste estime que l'État doit assumer l'investissement ferroviaire au même titre que le réseau routier national. Il considère que la création d'un nouvel établissement, le Réseau Ferré National (RFN), n'apporte aucune garantie pour l'avenir, au moment où l'État renonce à affirmer clairement ses choix comme le prouvent les incertitudes sur le TGV et l'absence de politique sur le transport combiné.

16 octobre 1996

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTARIAT À LA CULTURE ET AUX MÉDIAS

L'AGRESSION DE LA DROITE CONTRE LE CINÉMA

Le Parti socialiste manifeste son indignation devant la nouvelle offensive dont sont l'objet les Soficas de la part de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, qui a demandé leur suppression.

Les Soficas constituent un des éléments essentiels du système de financement spécifique dont bénéficie le cinéma français et qui a jusqu'ici, contre et vents et marées, permis la survie de ce dernier.

S'attaquer aux Soficas, c'est s'attaquer directement au cinéma français, c'est remettre en cause l'exception culturelle.

La droite parlementaire manifeste ainsi, une fois de plus, son indifférence et son mépris pour la culture. Le système des Soficas a été créé en 1985 par le gouvernement dirigé par Laurent Fabius, et mis en œuvre par Jack Lang, ministre de la Culture. Le Parti socialiste, pour sa part, le défendra avec force, parce que son utilité et son efficacité pour le cinéma sont avérées.

Frédérique Bredin
Secrétaire nationale à la Culture et aux Médias
Jacques Renard
Délégué national à la Culture

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTARIAT AUX DROITS DE L'HOMME

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Le dissident chinois Liu Xiabo a été arrêté, pour avoir signé (avec Wang Wizhe, autre dissident dont on ignore le sort à cette heure) une lettre demandant notamment aux autorités de son pays l'ouverture d'un dialogue avec le Dalaï Lama, leader spirituel des Tibétains.

Liu Xiabo, critique littéraire et ancien professeur d'histoire, a déjà purgé 19 mois de prison pour son implication dans le mouvement de Tiananmen, réprimé dans le sang, dans la nuit du 3 au 4 juin 1989.

A la suite de son arrestation, M. Liu a été condamné sans procès à trois ans de camp de rééducation par le travail.

Le Parti socialiste dénonce le traitement infligé à Liu Xiaobo, et réitère son appel auprès des dirigeants de la République populaire de Chine en vue d'un respect réel de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Laurence Dumont
9 octobre 1996

COMMUNIQUÉ DU PARTI SOCIALISTE

Dogmatisme budgétaire et vache folle

Jean-Marie Le Guen, responsable de la commission Santé du Parti socialiste, proteste contre la décision du conseil des ministres de la Recherche de l'Union européenne de ne pas financer un programme complémentaire de recherche sur «la vache folle».

La position du gouvernement français, et singulièrement de M. d'Aubert, est inacceptable. En refusant de donner les moyens d'une politique de santé publique on inquiète peut-être à tort le consommateur.

Une fois de plus, le dogmatisme budgétaire des gouvernements conservateurs l'emporte sur l'intérêt général.

Le paradoxe est d'autant plus flagrant que, selon toute vraisemblance, c'est la recherche française qui sera ainsi privée de ressources supplémentaires.

10 octobre 1996

Entretiens DE SOLFÉRINO

ALAIN BERGOUNIOUX,
Secrétaire national à la Formation,
vous invite à débattre sur le thème :

"Les inégalités sociales en France"

avec Monique Pinçon Charlot ; économiste, Michel Pinçon, sociologue ; Pierre Moscovici, Secrétaire national aux Études.

Jeudi 24 octobre 1996 de 18 h 30 à 20 h 30
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solferino - 75007 PARIS

Inscription : Secrétariat national à la Formation : 01 45 56 77 45

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÉLECTIONS

Assurer la victoire de la gauche à Gardanne

Le premier tour de l'élection de Gardanne, 10e circonscription des Bouches-du-Rhône, confirme la poussée globale de la gauche et traduit, une fois de plus, l'impopularité du gouvernement, mais conduit à un deuxième tour qui opposera le candidat du Parti communiste en tête, Roger Meï, et le candidat de l'extrême-droite, Damien Barriller.

Le Parti socialiste appelle, pour le second tour, au rassemblement de toutes les forces de gauche, soutient Roger Meï, et demande à tous les électeurs de la circonscription attachés aux valeurs de liberté et de tolérance qui fondent notre République à se mobiliser pour faire barrage au candidat du Front national.

Le premier tour de la législative partielle de Gardanne marque une progression significative, entre les élections législatives de 1993 et celles de 1996, de la gauche, alors que le candidat de la majorité RPR-UDF a chuté, incapable de défendre sur le terrain une politique gouvernementale, d'ailleurs rejetée par les Français.

La situation historique particulière qui s'est révélée lors de cette campagne, le niveau élevé de l'abstention n'ont pas permis à Bernard Kouchner, qui a dû mener dans des conditions difficiles une campagne courte, d'enclencher une dynamique électorale qui s'est réalisée autour du candidat de gauche implanté localement.

Le Parti socialiste poursuit sa stratégie d'opposition au gouvernement et prépare, à travers sa dernière convention thématique, l'élaboration d'une véritable politique alternative capable de redonner espoir aux Français.

Daniel Vaillant
14 octobre 1996

AGENDA DU PREMIER SECRÉTAIRE

Mardi 22 octobre :
- Rencontre avec la CFDT

Mercredi 23 octobre :
- Bureau national
- Secrétariat national
- Réunion de la Commission nationale de préparation de la 3e Convention

Jeudi 24 octobre :
- Toulouse

Samedi 26 et dimanche 27 octobre :
- Conférence des leaders du PSE, à Budapest.

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTARIAT AUX QUESTIONS DE SOCIÉTÉ

DÉLIT DE RACISME

Le Garde des sceaux vient de présenter en conseil des ministres un projet de loi destiné à lutter contre le racisme. Le Parti socialiste approuve dans son principe l'instauration du racisme comme délit, le substituant à l'ancienne disposition d'infraction qui rentrait dans le cadre de la loi sur la presse de 1881. Mais il manifeste son inquiétude devant la définition très vaste du nouveau délit, qui permet des extensions en dehors du champ même du racisme, potentiellement dangereuses pour la vie démocratique et la liberté d'opinion.

Il regrette en outre que le projet du gouvernement n'envisage aucune sanction relative au financement public des partis.

Le Parti socialiste demande au gouvernement de se référer aux conclusions de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, dont les propositions recadraient le projet de loi en ce sens, en visant spécifiquement et uniquement le fait de proférer et de diffuser un message raciste.

Adeline Hazan
16 octobre 1996

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTARIAT À LA CULTURE ET AUX MÉDIAS

MENACE DE L'EXTRÊME-DROITE POUR LES LIBERTÉS EN FRANCE

Alors qu'un administrateur provisoire vient d'être nommé au Théâtre national de la Danse et de l'Image de Châteauvallon, le Parti socialiste exprime à nouveau son inquiétude et son indignation devant l'évolution de la vie culturelle à Toulon.

Les déclarations et les actes du maire de la ville montrent clairement que le Front national représente une très grave menace pour les libertés en France :

- il bafoue l'indépendance des institutions culturelles, en voulant obtenir le départ de Gérard Paquet et de son équipe, dont le Parti socialiste salue pour sa part le courage et la détermination.

- il s'attaque directement à la création contemporaine. On doit rappeler que la démolition de la fontaine publique réalisée par René Guiffrey s'explique uniquement par des raisons politiques et idéologiques, contrairement à ce que tente de faire croire l'équipe municipale.

Le Parti socialiste dénonce, en outre, le comportement du préfet du Var, Monsieur Marchiani, qui facilite l'entreprise de déstabilisation du Centre de Châteauvallon, menée par le Front national. Il demande solennellement au gouvernement de condamner, par les mesures qui s'imposent, les agissements de son représentant.

Le climat d'intolérance qui règne à Toulon justifie pleinement la création, par la Commission nationale Culture du Parti socialiste, de l'Observatoire des libertés culturelles, le 1er juillet dernier. Vigilance, alerte, mobilisation : plus que jamais, ces mots d'ordre s'imposent pour lutter contre toutes les tentations d'étouffement des libertés dans la culture.

Frédérique Bredin
Secrétaire nationale à la Culture et aux Médias
Jacques Renard
Délégué national à la Culture
16 octobre 1996

COMMUNIQUÉ DU PARTI SOCIALISTE

Agression du FN sur les MJS

Le Parti socialiste tient à exprimer son émotion et sa solidarité avec les trois membres du Mouvement des jeunes socialistes de Gironde qui ont été victimes d'une agression, le 9 octobre, perpétrée par une quinzaine de membres du FNJ (Front national jeunesse), sur le campus de l'Université de Bordeaux 3.

Ce nouvel acte de violence, organisé par des membres du Front national à l'encontre de militants du MJS, n'est pas le premier.

Ces méthodes sont le prolongement naturel du discours de haine propagé par Jean-Marie Le Pen. L'intimidation, la provocation et la violence sont des pratiques coutumières au Front national. Cette agression intolérable ne fait que renforcer la détermination de tous les socialistes à combattre sur le terrain politique et militant les idées et les pratiques du Front national.

Le Parti socialiste se tiendra aux côtés du MJS dans toute action qu'il jugera utile d'entreprendre pour poursuivre les responsables de cette agression.

10 octobre 1996

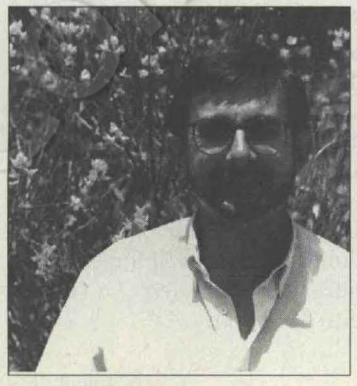
PARCS NATURELS RÉGIONAUX :

Modèle de développement durable

Le concept des parcs naturels français a 30 ans. Ces parcs couvrent 10 % du territoire national et ont été créés pour protéger l'environnement et contribuer au développement économique des territoires fragiles. Un parc naturel régional est un ensemble de communes qui, avec l'appui des régions et des départements, élaborent un projet de territoire négocié et matérialisé par une charte approuvé par l'État pour une durée de 10 ans. Le parc a des missions d'aménagement, d'animation et un rôle fédérateur, de mise en cohérence de politiques et d'actions pour une gestion équilibrée de son territoire.

La cohérence des politiques publiques

Nous sommes tous très attachés à la qualité et à la diversité des paysages et des milieux naturels. Ces territoires au patrimoine le plus riche sont aujourd'hui menacés de banalisation. Ils le sont parce que l'équilibre séculaire existant entre la nature et les activités humaines est rompu du fait de multiples facteurs dont certains sont bien connus du public (équipements mal intégrés, urbanisation peu contrôlée, agriculture intensive, pollutions industrielles, prélèvements excessifs de ressources naturelles) mais dont d'autres apparaissent avec moins d'évidence (sur fréquentation de certains sites, pratique de sports dits de pleine nature, modification du régime des eaux, banalisation des paysages) et semblent même paradoxaux (déprise humaine et disparition d'activités traditionnelles tel que le pâturage).





Or, préserver ce qui fait l'identité touristique et paysagère des terroirs est un impératif, à la fois pour des objectifs économiques à court terme tel que le maintien de l'activité touristique, mais également pour la qualité de vie des habitants de ces régions, et celle des générations futures auxquelles nous avons le devoir de transmettre ce patrimoine qui nous a été légué.

Pour préserver ces espaces de qualité, il faut agir dans deux directions : d'une part, favoriser par tous les moyens la mise en cohérence des politiques publiques menées sur ces territoires fragiles et, d'autre part, adapter les politiques européennes et principalement la politique agricole commune à la diversité que représentent ces territoires.

Concernant le premier objectif, en tant qu'élu local, je sais très bien combien il est difficile de mettre en cohérence les politiques menées par les collectivités territoriales, l'État et la Commission européenne. C'est pourquoi je pense que les parcs naturels régionaux sont un excellent outil pour favoriser la mise en cohérence de ces politiques puisqu'ils s'appuient sur un contrat signé entre les collectivités et l'État, et la Commission pourrait très bien reconnaître toute la valeur de ce contrat. Contrat particulièrement solide puisqu'il est passé après négociation avec tous les acteurs du territoire et qu'il s'appuie sur une logique de projet.

ZOOM

Les parcs nationaux en chiffres

32 parcs naturels régionaux répartis sur 21 régions et 37 départements.
2 598 communes.
5 000 000 hectares.
2 500 000 habitants.
10 % du territoire national.

Un partenariat avantageux

Concernant la politique agricole commune, dire que l'on peut corriger les effets pénalisants pour ces territoires de l'organisation commune des marchés par des politiques structurelles ne me paraît pas satisfaisant. En effet, ces territoires ne sont pas «en retard» au sens où il devrait y avoir une seule agriculture de type intensif à l'échelle de toute l'Union européenne. Certains territoires sont différents et fiers de l'être. Leur qualité provient de l'intimité qui s'y est toujours maintenue entre l'homme et la nature. Il faut pouvoir mener sur ces territoires des politiques spécifiques, notamment en matière de droits à produire. Je suis conscient qu'il s'agit là d'un sujet complexe et c'est pour cela que je propose de l'expérimenter sur le réseau des parcs naturels régionaux qui serviraient de laboratoire des politiques de gestion de l'espace de nos territoires les plus sensibles. Ce serait l'occasion d'expérimenter un partenariat entre les acteurs privés que sont les agriculteurs et les collectivités locales chargées de la gestion des parcs naturels régionaux.

Des garanties à long terme

Ce partenariat avantage les deux parties : les parcs naturels régionaux apportent la notoriété de l'image de marque auprès du public, la garantie pour les acteurs privés de la mise en cohérence et à long terme des politiques publiques. Les agriculteurs signent des contrats avec des collectivités locales organisées. Le contrat leur permet d'avoir des garanties à long terme et des droits à produire supplémentaires, indispensables pour exploiter ces territoires difficiles économiquement, dans le respect de l'environnement et des paysages. Le développement durable est aujourd'hui une de nos priorités en application des accords de Rio. Une étude récente, réalisée à partir de l'exemple des trente-deux parcs naturels régionaux français, montre qu'ils sont très efficaces en matière de création d'emplois puisque justement ils travaillent de manière très «fine» vis-à-vis de leur territoire. A l'heure où un grand débat sur l'aménagement du territoire est ouvert dans notre pays, la réflexion et les pistes que proposent l'expérience des parcs naturels régionaux me paraissent utiles.

Jean-Louis Joseph
Conseiller régional
Président du Parc naturel régional du Luberon

Saint-Brieuc

(CÔTES D'ARMOR)
48 000 habitants
recrute

Un(e) chargé(e) des publications et relations médias

(poste contractuel)

MISSIONS :
Animation du comité de rédaction du journal municipal ; Rédaction des différents supports écrits de communication ; Relation avec les médias et analyse des retombées médiatiques.

FORMATION ET EXPÉRIENCE :
Bac + 3 minimum et/ou Ecole de Journalisme vivement souhaitée. Expérience similaire dans une collectivité territoriale appréciée. Pratique des médias (écrits, parlés, télévisuels).

QUALITÉS REQUISES :
Aisance rédactionnelle.
Discrétion, disponibilité, qualités relationnelles fortes.

Candidature à adresser
(Courrier manuscrit -motivations- + CV + photo)
à Monsieur le Sénateur-Maire
Direction des Ressources Humaines
Hôtel de Ville- BP 2365
22023 SAINT-BRIEUC CÉDEX 1
Au plus tard le 31 octobre 1996 à 12 heures.

Ville de Chelles

Seine-et-Marne
46 000 habitants
(17 km à l'est de Paris)
recrute par voie statutaire

UN CADRE A

(Attaché)
affecté à la Division
des Affaires Financières

Vous serez chargé d'assister le Chef de Division des Affaires Financières sur certains dossiers comptables et financiers parmi lesquels :
- la fiscalité locale,
- la recherche et le suivi des financements extérieurs (subventions, participations, trésorerie…),
- le suivi des relations financières avec les organismes satellites et les différents délégataires de service public,
- la participation aux audits financiers et organisationnels des services municipaux.

● *Titulaire d'une licence ou d'une maîtrise de gestion, vous avez une expérience dans un service financier, de préférence dans une collectivité locale.*
● *Vous maîtrisez les règles de la comptabilité publique et générale ainsi que l'outil informatique.*

RENSEIGNEMENTS AU 64 72 84 17.
POSTE À POURVOIR SANS DÉLAI.
Rémunération statutaire + régime indemnitaire + 13e mois + prime d'intéressement.
Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV à M. le Maire, Parc du Souvenir, 77 505 CHELLES CÉDEX.

Le Conseil Général de la Haute-Vienne

recrute

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL-ADJOINT

Directeur des interventions sociales et de la solidarité départementale

Membre de l'équipe de direction des services départementaux, il met en œuvre, sous l'autorité du directeur général des Services, l'ensemble des politiques sociales du Conseil général et contribue à leur définition. Il assure la direction des services d'action sociale et de santé du département (300 agents, 500 millions de francs de budget d'intervention).

PROFIL :
- **Formation supérieure de niveau Bac + 4 minimum (Droit, Economie, Gestion, Sciences Sociales) ;**
- **Expérience dans un poste de responsabilité d'administration publique ;**
- **Aptitude à une approche généraliste de la gestion des collectivités locales.**

CONDITIONS DE RECRUTEMENT :
Poste à pourvoir :
- **◆ prioritairement par mutation, ou détachement dans l'emploi fonctionnel d'administrateurs territoriaux ;**
- **◆ par détachement de fonctionnaires titulaires d'un grade ou emploi dont l'indice terminal est au moins égal à 1 015 ;**
- **◆ par recrutement direct (contractuel) dans les conditions fixées par le statut de la fonction publique territoriale.**

DÉPÔT DES CANDIDATURES :
Les candidatures doivent être adressées, accompagnées d'une lettre de motivation et d'un curriculum-vitae détaillé, à M. le Président du Conseil général de la Haute-Vienne - Direction générale des Services, 43 avenue de la Libération - 87031 LIMOGES CÉDEX,
AVANT LE 31 OCTOBRE 1996.

VILLE DE MONTAUBAN

Tarn-et-Garonne - 53 278 habitants
Recrute
Par mutation ou liste d'aptitude ou détachement pour son service Comptabilité Finances
Homme ou femme

ATTACHÉ TERRITORIAL

Placé sous l'autorité du Secrétaire général- adjoint

MISSIONS :
Ingénierie financière, gestion de trésorerie, optimisation des recettes ; Analyses spécifiques, TVA, budgets annexes ;
Prospectives, rétrospectives ;
Mise en œuvre budgétaire.

PROFIL :
Connaissances des règles comptables M14 ;
Sens de l'organisation, rigoureux, disponible ;
Connaissances en micro-informatique ;
Aptitude à l'encadrement.

RÉMUNÉRATION :
Statutaire + prime annuelle régime indemnitaire.

Poste à pourvoir le plus rapidement possible
Adresser candidatures motivées avec CV et photo à : M. le Maire de Montauban, Mairie de Montauban - BP 764
82013 MONTAUBAN CÉDEX
Délai imparti le 28 octobre 1996

RIS-ORANGIS

(Essonne)
25 000 habitants
recrute

Directeur des Services Techniques et de l'Urbanisme

Mission :
Membre de la Direction Générale ;
Définition d'une politique d'aménagement et de l'urbanisme ;
Responsabilité directe des finances et du personnel ;
Mise en place politique des travaux neufs et de l'entretien du patrimoine communal et de la voirie ;
Gestion de service en régie directe (transports…).

Profil :
Expérience indispensable dans un service comparable ;
Une aptitude à l'encadrement ;
Un esprit d'initiative, un sens du travail en équipe.

RÉMUNÉRATION STATUTAIRE + RÉGIME INDEMNITAIRE + PRIME DE FIN D'ANNÉE.

Poste à pourvoir immédiatement.
Adresser candidature manuscrite + CV à Monsieur le Maire - Conseiller Général - Hôtel de Ville
91130 RIS-ORANGIS.

LA VILLE D'ARLES

Recrute

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Placé sous l'autorité du Secrétaire général-adjoint, appartenant au cadre d'emplois des attachés territoriaux, il aura notamment en charge :

L'élaboration, le suivi et le contrôle du budget, la mise en œuvre de la M14, la gestion de la dette et de la trésorerie.

Très rigoureux, cet attaché aura une formation en comptabilité et finances et (ou) une expérience dans des fonctions similaires.

Adresser lettre de candidature CV et photo,
avant le 4 novembre 1996 à :
Monsieur le Maire d'Arles
Direction des Ressources humaines
Hôtel de ville - BP 196
13637 ARLES CÉDEX

SAINT-OUEN L'AUMONE

Val-d'Oise
20 000 habitants
Recrute

DIRECTEUR DU SERVICE LOGEMENT

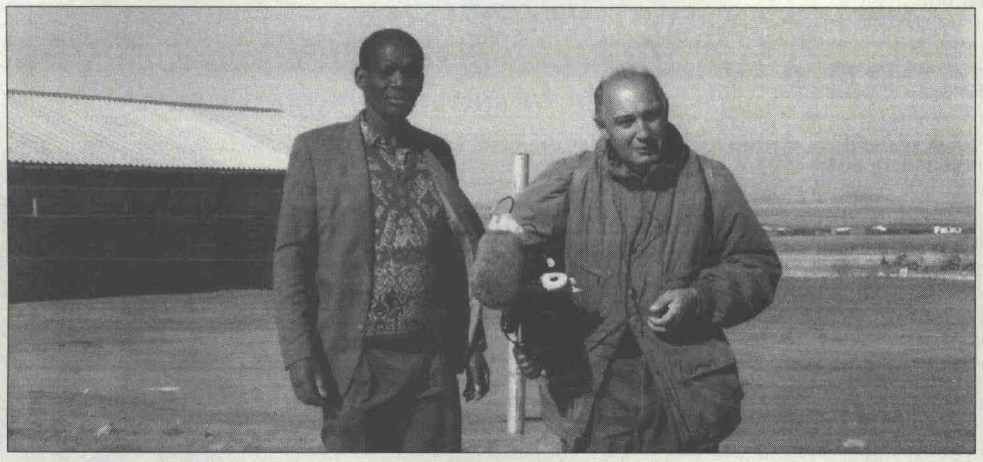
Grade : Attaché titulaire ou contractuel

MISSIONS :
- **Suivi de l'Observatoire du logement social ;**
- **Gestion des contingents, relations avec la Préfecture ;**
- **Relations avec les bailleurs sociaux, attribution et gestion courante ;**
- **Coordination et animation du service logement ;**
- **Suivi administratif des dossiers dans le cadre de la politique de redynamisation urbaine et réhabilitation.**

PROFIL :
Formation supérieure ;
Expérience dans le domaine du logement social.

Envoyer lettre et CV à :
Monsieur le Sénateur-Maire
2 place Mendès-France
95318 SAINT-OUEN-L'AUMONE CÉDEX

Raymond Depardon : «Ne larguons



Pendant trois ans, Raymond Depardon, photographe et cinéaste, a parcouru l'Afrique, du Cap de Bonne Espérance à Alexandrie, seul avec un micro sur sa caméra. Il rapporte « Afriques, comment ça va avec la douleur? », un journal filmé chaleureux et très personnel.

Photographe à l'agence Dalmas dès 1960, il a couvert la plupart des grands événements mondiaux. Guerre d'Algérie, Vietnam, Biafra, Israël, etc. En 1967, il fonde Gamma, première agence de photographes indépendants. En 1981, s'orientant vers le cinéma, il tourne « Reporters » et obtient le César du meilleur documentaire. Puis, en 1989, « La Captive du désert », avec Sandrine Bonnaire, une évocation de l'enlèvement de Françoise Claustre. Entre-temps, il publie de nombreux albums photographiques et, en 1995, obtient un nouveau César du meilleur documentaire pour « Délits flagrants », tourné à la section des « flags » du Palais de justice à Paris.

Deux albums sortent en même temps que son film sur l'Afrique : « La Porte des larmes, Retour d'Abyssinie » et « En Afrique » qui reprend photos et textes du film, et qui sera vendu au profit de « l'Action contre la faim ».

Pour tourner, vous avez parcouru l'Afrique, du sud au nord, pendant deux ans. Vous êtes un vrai voyageur.

J'ai choisi cet itinéraire, du Cap à Alexandrie. J'avais une enveloppe relativement restreinte. Mais c'était peut-être mieux, car cela aurait été un peu déplacé d'avoir beaucoup d'argent. Je pouvais donc y aller cinq semaines avec une plus grosse équipe ou y passer deux ans tout seul comme je l'ai fait, avec des interruptions. Mon principe a été : tourner peu et montrer tout.

L'Afrique, j'y suis allé souvent depuis trente ans. Mais je ne pouvais plus rester éternellement derrière ma caméra, à faire de belles images, poétiques, avec une belle lumière. Donc j'ai filmé, mais, comme il y a beaucoup de choses qu'on ne voit pas, j'ai enregistré mes impressions sur un petit magnétophone. Je ne voulais pas faire des scoops pour les donner en pâture aux spectateurs européens. Mais plutôt m'expliquer, quelquefois en parlant de moi, même si ça me gênait.

De l'Afrique, on connaît les temps très forts, comme le génocide au Rwanda ou les épouvantables guerres civiles. Ou, à l'opposé, de beaux livres avec les derniers chasseurs africains ou des paysages sublimes. Or, entre les deux, il y a l'Afrique normale, où tout le monde n'est pas déplacé, réfugié ou malade. Sur le bord de la route, les gens vous sourient. J'ai voulu ne rien cacher, mais ne pas exhiber.

Pourquoi avez-vous utilisé la voix off à la première personne?

Je pense que je dois donner ma position. Comme pour les hommes politiques, c'est une question de transparence. Je photographie les autres, je dois dire qui je suis. C'est vrai que le cadrage, le dispositif de la caméra, c'est déjà un point de vue. Mais, quelquefois, cela ne suffit pas.

Le journaliste a tendance à montrer plutôt les différences. Or, dans ce film, je pars du principe contraire, j'essaie de les combler. Les Africains, ce sont des paysans comme mon père. Au lieu d'élever des vaches, ils élèvent des chameaux. Mon père, qui était éleveur et avait une passion pour son métier, m'a demandé avant de mourir : « Mais qu'est-ce qui te pousse à aller voir ces Toubous? » Longtemps après, j'ai compris que j'aurais dû lui montrer combien ils lui ressemblaient.

Vous avez réussi votre passage de la photographie au cinéma.

Effectivement, je vis assez bien cette double expérience. D'autant que le son, ce troisième

Manipulations

Ce procès de la Scientologie, dont le verdict tombe le 22 octobre, était celui de la manipulation mentale. Manip des mots aussi : « Église » au lieu de secte, « procès en hérésie », « inquisition ». Manip pour les images télé : adeptes vêtus en clergyman, similimesse. Et justement, dimanche passé, on a pu voir sur F2 (22 h 35) un documentaire franco-britannique « Autopsie d'un massacre » sur les manipulations du Temple Solaire.

On croyait tout savoir sur cette tragédie orchestrée. On a cru longtemps à un suicide collectif. Cette rigoureuse enquête basée sur les témoignages de « repentis » démonte le mécanisme interne de la manipulation qui a conduit à l'assassinat massif. Parmi les adeptes, on trouve des militaires, des scientifiques, des policiers, le directeur des montres Piaget, qui se sont ruinés pour le « maître » Di Mambro et son acolyte Jouret. Habituel dans les sectes, le gourou pompe l'argent. On le découvre raciste, admirateur de Pinochet et de l'apartheid. Il flatte l'ego de ses fidèles : vous êtes des élus, supérieurs aux autres humains. Les adeptes croient éperdument en leur « maître ». Ce besoin de croire est le fléau de notre époque. Qui explique le développement des sectes. « Le prochain siècle sera spirituel ou ne sera pas » disait Malraux. Il aurait pu dire « sera mystiquement manipulatoire ». La technique de manipulation du « TS », groupe totalitaire comme toute secte, c'est l'illusion. On y faisait tomber de « la poudre d'or » que matérialisaient le Graal et l'Arche d'alliance. « Ce que les saints n'ont jamais vu, on l'avait », déclare le rescapé Thierry Huguenin. Les manifestations surnaturelles renforçaient l'orgueil, la servilité et la paranoïa des « chevaliers ». Jusqu'à ce que l'un deux découvre que l'auteur des apparitions est un spécialiste d'effets spéciaux. D'où un effritement de la secte, des défections menant le gourou aux menaces et à son assassine dérive. Certaines familles des victimes pensent que les gouvernements suisse, français et canadien leur cachent la vérité. Or on apprend que la police française avait des éléments... Il y avait eu une affaire de faux passeports sur Jouret. Di Mambro était sur écoute. On a retrouvé dans son ordinateur une lettre à l'attention de Pasqua -dont le commentaire dit prudemment qu'elle est « ironique »- commençant par « Très cher Charlie », qui annonçait ses intentions meurtrières. Dernière manipulation, ou bien... ?

Jean Vermorel

pas l'Afrique !»

élément, a très vite fait la différence. En fait, au cinéma, quand je fais mon cadre, je ne le fais pas en photographe. Même si je fais un plan fixe. Ce que je recherche, c'est le temps réel. Ca n'a rien à voir avec la photographie où c'est l'instant qui compte. Au cinéma, il faut avoir le temps de s'identifier. Je fais quelquefois exprès, au début de mes films, de faire un long plan pour permettre aux gens stressés de la ville, que nous sommes, de décompresser.

En revenant sur les lieux où vous avez tourné « La Captive du désert », qu'avez-vous ressenti ?

Pour les besoins du tournage, j'avais retenu le nom des habitants. A mon retour, six ans après, j'ai pu demander de leurs nouvelles en les nommant.

Et j'ai eu une sorte d'euphorie comme lorsque je reviens dans mon village natal et que j'apprends qu'un tel s'est marié ou qu'un enfant est né. Et pour ces gens c'était très important. Ils attendent tellement de nous. Ils apprennent le français à l'école, bien qu'ils vivent à 500 kilomètres de la ville la plus proche. Cela leur donne l'espoir, dans ce village de 122 habitants sans télé, de communiquer un jour avec les autres. Je ne sais pas ce qu'on peut faire. S'engager dans une ONG ? A part l'aide humanitaire, personne ne va en Afrique. Le tourisme (mais est-ce la solution ?), c'est le Kenya et les côtes du Sénégal. Le fossé se creuse. Il ne faut pas les larguer, les laisser se détacher tout doucement du reste du monde. Il faut réfléchir. Et ne pas commettre les erreurs d'antan.

Propos recueillis par Claude Polak

«Capitaine Conan» de Bertrand Tavernier

Après «La vie et rien d'autre», retour au thème de la Grande Guerre, mais cette fois-ci côté Balkans, avec ce capitaine Conan pour qui la barbarie est devenue une drogue. Chargé, avec son groupe, du nettoyage des tranchées à l'arme blanche, «Crevez-les ! Crevez-les !», hurle-t-il. Après l'armistice, redoutant le retour au civil, il fera un an de rabiot entre le Danube et Bucarest. Bertrand Tavernier change souvent de style. Avec le même succès. Il a tâté du policier («Le juge et l'assassin»), de la fresque historique («Que la fête commence»), du drame («Coup de torchon»), de la nostalgie («Un dimanche à la campagne») et de la réalité sociale («L.627», «L'appât»). Ses prises de position courageuses l'ont souvent amené a représenter sa profession. Quant à Philippe Torreton, il est saisissant dans le rôle difficile du capitaine, archétype de la sauvagerie humaine. C.P.

Le mot des lecteurs

Réviser les critères de Maastricht

Les gouvernements français et allemands sont engagés dans une course contre la montre afin de respecter les délais prévus pour la mise en évaluation de la monnaie unique. Or, pour respecter les «critères de convergence» (moins de 3 % d'inflation et un déficit public n'excédant pas 3 % du PIB), la France, l'Allemagne, mais aussi d'autres pays se lancent dans des plans d'austérité draconiens. En fait, il s'agit d'un nouvel assaut de l'ultra-libéralisme qui conduit à la déréglementation du travail, au démantèlement des services publics, à la réduction de la couverture sociale. Toutes ces mesures génèrent une aggravation du chômage et de la précarité et aboutissent à appauvrir les plus pauvres et à enrichir les plus riches. Devant cette situation, notre parti semble bien frileux. La monnaie unique n'est pas un but en soit. Sa mise en place est perçue par une grande majorité de Français comme l'une des causes de la détérioration de leur situation. Les résultats du 1er tour de l'élection de Gardanne confirment cet état d'esprit. Il est indispensable que la direction de notre parti et tous ses responsables en tiennent compte. Il ne faut pas avoir peur de proclamer haut et fort que les critères de Maastricht (fixés à la fin des années 80 dans une bonne période de croissance économique, ce qui n'est plus le cas actuellement) doivent être revus à la baisse, que la date fixée pour la monnaie unique peut être retardée en conséquence, et qu'il est indispensable qu'un volet social européen, ainsi qu'une réforme substantielle des institutions européennes soient mis en place concurremment avec le lancement de l'euro.

Camille Depoire
73-
St-Jean-de-Maurienne

Les armes du combat

Combattre le FN uniquement sur le racisme, l'immigration, la xénophobie est une grave erreur qui ne peut que lui profiter. Il faut montrer aux gens le danger qu'il représente dans l'éducation, la culture, l'économie, le sport... Il faut également montrer qu'au FN il y a aussi des gens arrêtés pour trafic de drogue, ou qui embauchent des travailleurs clandestins, etc.

A Marignane, le maire pousse l'hypocrisie jusqu'à se faire inviter à des mariages de Maghrébins. Il garde, pour la façade, des employés d'origine étrangère... mais les employés municipaux qui ne partagent pas l'idéologie FN subissent des pressions, sont mis au placard ; les autres, les moins courageux, prennent la carte FN... Toutes les associations sportives et culturelles ont subi des pressions. Ceux qui osent résister, telle l'Union sportive marignanaise, sont obligés de se retirer car la mairie leur a changé les serrures des locaux municipaux. C'est le coup de force contre les Restos du cœur avec pour but la création du local de «Fraternité française». Le FN pose certes de vraies questions, le danger c'est les réponses qu'il y apporte. Je fais confiance à Lionel Jospin pour trouver les bonnes réponses aux problèmes de nos concitoyens.

Vincent Gomez
13 - Marignane

N° 298

Vendredi

UN AN 280 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000". Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Dom-Tom/CEE : 400 F
Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F
Abonnement : 280 F

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.

Nom ..... Prénom.....

Adresse.....

Ville..... Code postal.....

Signature :

Communiqué du Bureau national

Mouvement de grève des médecins libéraux

La grève des médecins traduit le malaise d'un corps médical désemparé, victime d'un corporatisme freinant toute évolution de l'exercice médical. Elle montre aussi la désillusion de médecins qui ont cru naïvement aux promesses démagogiques de Jacques Chirac, pendant la campagne présidentielle, niant sans vergogne la nécessité de la maîtrise des dépenses de santé, pour finalement la découvrir une fois élu.
Comme dans d'autres secteurs d'activité, ce gouvernement se révèle incapable de s'adresser au corps médical pour lui proposer un cadre de négociations clair.
Sa politique est incohérente à propos du plan d'économie d'assurance-maladie de 4,2 milliards qui, de reculs en contradictions, relève de plus en plus du rafistolage.
Sa politique est dangereuse en matière hospitalière où, après l'annonce d'une importante réforme, le gouvernement asphyxie les hôpitaux par un taux d'évolution des dépenses de 1,25 % en 1997 qui gèlera des milliers de postes.
Le PS demande qu'une véritable négociation entre l'assurance-maladie et les médecins soit menée, et que les médecins prennent conscience des efforts à consentir en contrepartie de perspectives professionnelles, notamment à travers la revalorisation du rôle du généraliste, le développement de la coordination des soins, et la promotion de l'hôpital public.

Secrétariat national aux Questions sociales
16 octobre 1996

Mieux soigner sans rationner

Une grève des soins à l'initiative de 3 syndicats de médecins libéraux a eu lieu le 17 octobre. Ne trouvez-vous pas cela choquant ?

CP : Effectivement, une grève des soins n'est pas une grève comme les autres. Elle perturbe l'accès aux soins. Il est cocasse de voir des syndicats de médecins libéraux se joindre, le 17 octobre, à un mouvement de protestation de la Fonction publique. L'instituteur et le chirurgien bras dessus, bras dessous ! Fonctionnaires des impôts, radiologues, même combat !

Cette grève ne traduit-elle pas un fort malaise du corps médical ?

CP : Tout à fait, le corps médical est actuellement déboussolé, désemparé. Il a perdu ses repères sociaux et politiques. Il prend conscience que le système de santé actuel n'est plus viable en l'état. Il redoute l'émergence d'un nouveau système dont il perçoit mal les contours. Le corporatisme d'un certain nombre de syndicats médicaux a freiné une évolution indispensable. Heureusement, il existe de plus en plus de médecins, surtout parmi les généralistes, qui se sont investis dans cet «aggiornamento» sanitaire dont les principes sont : sécurité et qualité médicale, égalité d'accès aux soins. De plus, les médecins dont les sympathies politiques allaient majoritairement au RPR ont la pénible impression d'avoir été trompés. Pendant la campagne présidentielle, Jacques Chirac niait la nécessité de maîtriser les dépenses de santé et, maintenant, son gouvernement est contraint de l'accepter.



Claude Pigement,
Délégué national du PS aux Professions de santé

Face à ce blocage d'une partie du corps médical, comment s'en sortir ?

CP : Il faut donner aux médecins un cadre de négociation clair. Le gouvernement ne sait pas leur parler : il multiplie les effets d'annonce, pour ensuite reculer. Cela est criant pour le plan d'économies d'assurance-maladie, au départ de 4,2 milliards de francs, qui s'avère à l'usage relever davantage du bricolage que de choix cohérents. Le gouvernement ferait bien de s'inspirer des méthodes de négociation appliquées en 1991-1992 pour les accords de maîtrise État/assurance-maladie avec les biologistes, les cliniques privées et les infirmières libérales.

Ces négociations furent rudes mais elles débouchèrent sur des accords qui perdurent et ont porté leurs fruits, puisqu'en 1995 ces trois secteurs respectaient les objectifs de maîtrise.

Mais l'organisation de la médecine de ville est différente ?

CP : Oui, cela a toujours été plus difficile avec les médecins libéraux. Outre une amélioration des modes de négociation, il faut tracer des perspectives claires. D'une part, contribuer à réduire les gaspillages et mieux discerner les actes utiles aideraient à mieux soigner sans rationnement. D'autre part, faire du médecin généraliste un acteur central du système de soins, définir des priorités de santé publique en s'appuyant entre autres sur les compétences spécifiques de l'ensemble du corps médical, organiser une coordination des soins à partir de filières de soins et de réseaux hospitaliers sont des orientations qui permettraient aux médecins de s'inscrire dans un système de santé au service de tous.

Propos recueillis par Monique Bartholomeus

En 1995,
113 546 médecins libéraux
dont
60 571 médecins généralistes
et 52 975 médecins spécialistes.

Branche maladie du régime général de Sécurité sociale

1995	
recettes :	**506,720 milliards**
dépenses :	**546,422 milliards**
Déficit :	**-39,702 milliards**
Prévision 1996	
recettes :	**526,949 milliards**
dépenses :	**560,504 milliards**
Déficit :	**-33,555 milliards**
Prévision 1997	
recettes :	**544,386 milliards**
dépenses :	**575,622 milliards**
Déficit :	**-31,236 milliards**

(Commission des comptes de la Sécurité sociale, Septembre 1996)

Pour préparer l'avenir rejoignez le Parti socialiste

Nom et prénom :.....

Adresse :..... **Code postal :**.....

❒ **Je souhaite prendre contact avec les socialistes** ❒ **je désire adhérer au Parti socialiste**

❒ **Je verse** ..... **francs pour soutenir l'action du PS***

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07

(*chèque à l'ordre de AFPS)